

# JOURNAL

DE LA VILLE

ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — *Francfort*, 23 janvier.

Notre gouvernement ne publiera provisoirement rien sur la marche des négociations à Berlin, relativement à l'accession de Francfort aux douanes allemandes. Quant au traité de commerce de Francfort avec l'Angleterre, on croit que le cabinet de Prusse fera des démarches pour l'anéantir. Un de ces jours, le chargé d'affaires de Prusse en Suisse, baron d'Olfers, venant de Zurich, a traversé notre ville, dans sa route pour Berlin. On dit que les états voisins de la Suisse ne sont pas du tout contents de la dernière réponse du vorort de Berne, qui, en effet, ne dit rien, et l'on ajoute que voyant que l'échange de notes ne conduira à rien, on aura recours à des mesures tendantes à isoler la Suisse.

ANGLETERRE. — *Londres*, 24 janvier.

(Par voie extraordinaire.)

Le bill qui se prépare au bureau de l'intérieur pour une réforme étendue dans l'établissement de l'église sera, quand toutes les dispositions auront obtenu la sanction du banc des évêques, soumis à l'avis des avocats de la couronne, avant d'être présenté à la législation.

Le gouvernement s'occupe aussi d'une mesure en arrangement de la question des dîmes.

Du 26. — Le *Courier* dit qu'on annonce d'une manière fort subite l'arrivée prochaine du comte Pozzo di Borgo, et qu'il est désigné pour être ambassadeur de Russie à la cour de Londres. Nous avons annoncé, dit-il, il y a quelques jours, que l'ambassadeur de Prusse, comte Bulow, reviendra sous peu. Le prince Esterhazy y sera aussi avant la réunion du parlement. Tous ces mouvemens ont, à ce que nous croyons, lieu sur la sollicitation du duc de Wellington pour avoir les représentans des grandes cours présens à l'ouverture du parlement.

C'est le *Morning Herald* qui a annoncé la prochaine arrivée du comte Pozzo di Borgo comme ambassadeur russe; il ajoute que le comte de Medem, actuellement chargé d'affaires russe, quittera Londres immédiatement après l'arrivée de l'ambassadeur. On s'était attendu à voir venir en Angleterre le comte Orloff, chargé d'une mission importante.

— Un journal de province, le *York Courant*, publie le paragraphe suivant :

« Nouvelle importante. — Nous venons d'apprendre d'une source digne de foi que la physionomie des élections déjà connues, a si fort alarmé le ministère tory, qu'il s'est opéré un changement dans les dispositions de S. M., relativement aux futures combinaisons ministérielles. Un noble lord, qui remplit un poste élevé dans le cabinet, a, dit-on, reçu du roi la mission de se rendre auprès du comte Grey, pour l'engager à reprendre la direction des affaires, conformément aux vœux du peuple. »

C'est avec de semblables balivernes (*bulls*) qu'on entretient le ferveur parmi les fidèles, en même tems qu'on espère toujours faire pencher du côté de l'opposition la partie flottante de la nouvelle chambre. Je ne reviendrai pas à ce sujet sur les explications que je vous ai déjà données, et qui démontrent comment ou peut jusqu'à un certain point chanter le *Te Deum* dans les deux camps. La fin fera le compte. En attendant, sir Robert Peel s'occupe beaucoup des plans de réforme de l'église d'Angleterre, qu'il compte soumettre au parlement à l'ouverture de la session. Ce matin, l'archevêque de Cantorbéry, l'évêque de Londres et M. Goulburn ont eu à ce sujet une longue entrevue avec lui, dans sa maison de Whitehall Garden. Quoi qu'il soit impossible de donner encore une idée des détails de ce plan, il paraît certain que les principales dispositions en seront d'abord une augmentation considérable dans le nombre des desservans. Il est question de 15 à 16,000. Pour fournir à leur traitement, on supprimera à l'avenir toutes les pluralités, et l'on prendra aussi sur les fonds des chapitres. On égalisera aussi, autant que possible, les revenus des évêques, et l'on abolira à l'avenir tous les supplémens accordés jusqu'ici sous le nom de commanderies.

— Les journaux publient le discours que sir R. Peel a prononcé

le 16 de ce mois à Tamworth, lors du dîner qu'il y a donné à ses constituans. Il y déclare qu'il a fait plus pour la cause des améliorations réelles que les neuf dixièmes de ceux qui s'appellent réformistes. On y remarque le passage suivant : « Malgré les fatales prédictions sur l'impossibilité où nous nous trouverons de rester à la tête des affaires, j'avoue que j'ai la confiance que ces prédictions ne se réaliseront point, et que les représentans du pays ne refuseront pas de donner au gouvernement du roi l'occasion de se faire juger par ses actes. Dans quelques semaines, l'expérience se fera. Je ne m'alarme pas de la liste qu'on publie, et qui divise les membres du parlement en conservateurs et en réformistes. Je pense que beaucoup de ceux qu'on range parmi les derniers, ont des opinions qui ne diffèrent pas des miennes. Si le public et les représentans sont convaincus que nous voulons maintenir nos institutions nationales, je ne crois pas qu'ils se prêteront à une opposition factieuse contre le gouvernement du roi. »

Sir Robert Peel ajoute ensuite que le peuple anglais est attaché à ses anciennes institutions et ne veut pas les détruire, mais seulement améliorer; il admet les abus qui règnent dans l'établissement de l'église anglicane, et déclare que le gouvernement y remédiera. Il ne fait nullement mention de la politique extérieure de l'Angleterre. En général ce discours est une répétition de l'adresse que sir Robert Peel a publiée lors de son élection à Tamworth.

FRANCE. — *Paris*, 25 janvier.

L'ex-munitionnaire Séguin, dont la mort est annoncée ce matin par les journaux, laisse une des fortunes les plus considérables qui soient en France, malgré la banqueroute de 5 millions que lui fit Ouvrard, au moyen de sa détention de 5 ans à Sainte-Pélagie. M. Séguin était propriétaire, dans les environs de Paris, d'un grand nombre de magnifiques propriétés qu'il laissait à plaisir tomber en ruine, après avoir abandonné, dans chacun des parcs qu'elles contiennent, des chevaux du plus grand prix, dont il ne s'occupait plus, une fois qu'il les avait lâchés dans ces enclos. Son hôtel de la rue de Varennes n'était également qu'un tas de décombres, et des chevaux en liberté en habitaient le vaste jardin et même une partie des salons du rez-de-chaussée.

— On écrit de New-York, qu'on y a reçu des ordres de l'amirauté de Washington pour que tous les vaisseaux se tiennent prêts, dans le délai d'un mois, à mettre à la voile au premier signal. Les directeurs de plusieurs compagnies d'assurance ont résolu, dans une réunion tenue à Boston, d'ajouter à leurs polices une clause qui les garantisse contre tous les périls d'une rupture avec la France, à laquelle, toutefois, le peuple américain ne se montre nullement disposé.

Du 26. — Le *Messenger* contient ce soir les nouvelles suivantes : « Un courrier extraordinaire, parti de Madrid le 19, à trois heures du matin, portant des dépêches pour l'Angleterre et les épreuves des journaux du matin du 19, nous donne de tristes nouvelles.

» Il paraît, d'après les lettres et journaux, que le 18 au matin, de très-bonne heure, le 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie en garnison à Madrid, (régiment d'Aragon), s'est révolté contre le gouvernement de la reine. Il a pris position dans la caserne principale, et toutes les milices urbaines avaient été appelées sous les armes.

» Le régiment en révolte avait posé des sentinelles pour empêcher l'approche de la caserne, dont les croisées étaient garnies de soldats prêts à faire feu. Plusieurs fois ces milices ont essayé de faire évacuer la caserne, sans pouvoir y réussir.

» Le gouvernement a craint un moment que d'autres troupes de ligne ne fissent cause commune avec les révoltés; mais heureusement ces craintes ne se sont pas vérifiées.

» La capitale a été extrêmement agitée toute la journée du 18, et l'on assure que la reine a été forcée d'offrir une amnistie pleine et entière à condition que les troupes révoltées se soumettraient.

» Quand le courrier est parti le 19, vers trois heures, la ville était calme, mais on était dans l'incertitude sur la journée qui allait commencer. »